



## Sommaire :

**SPECIAL**  
**9 OCTOBRE**  
**A RENNES**

Intervention de  
**Thierry Gourlay**  
Secrétaire du Comité  
Régional Bretagne .... P. 1-4

Intervention de  
**Michel Bourdon**  
Pour PSA La Janais .....p. 5

Intervention de  
**Nadine Le Corre**  
Pour La Poste .....p. 5

Intervention de  
**Joël Cadoret**  
Pour STX .....p. 6-7

# 9 OCTOBRE A RENNES 5 500 MANIFESTANTS



# UNE MOBILISATION REUSSIE !

### Intervention de **Thierry GOURLAY** Secrétaire du Comité Régional C.G.T. Bretagne



A l'appel de la fédération européenne des syndicats de l'industrie, nous sommes rassemblés ici, à Rennes, en même temps que Bordeaux, Marseille, Epinal, Toulouse et Clermont Ferrand, autres manifestations sur le territoire national.

Cette journée d'action interprofessionnelle est une première étape d'alerte pour signaler au gouvernement actuel et au patronat l'urgence de prendre des dispositions nouvelles pour l'emploi, tant la situation de l'économie est devenue invivable pour des milliers de salariés.

Le Gouvernement se dit à l'écoute, c'est un point positif. Maintenant il faut passer aux actes. Pour que nos aspirations soient au cœur des choix qui doivent être pris. A tous les niveaux d'intervention, nous devons être force de proposition, de l'entreprise au niveau national.

Si toutes les organisations syndicales participent à ces négociations, elles ne se retrouvent pas pour imposer le choix des salariés.

C'est un véritable changement en matière sociale qu'attendent les salariés, les retraités et les demandeurs d'emploi.

Suite page 2

Site Internet :  
[www.cgt-bretagne.fr](http://www.cgt-bretagne.fr)  
mail :  
[cgt.bretagne@wanadoo.fr](mailto:cgt.bretagne@wanadoo.fr)  
Tél. 02 99 65 45 90  
Fax : 02 99 65 24 98  
Directeur de la  
publication :  
Christian PELTAIS  
I.S.S.N. : 1258-7745  
C.P.P.A.P. : 0713 S 07992  
Bimensuel - 0,15€

Jamais le nombre de salariés sans emploi n'a été aussi élevé, jamais la précarité n'a été aussi importante, jamais les aides publiques ou les exonérations de cotisations sociales n'ont été aussi fortes et les dividendes versés aux actionnaires battent des records de même que la bourse et ce depuis des années.

Il faut prendre des mesures d'urgence pour répondre aux attentes des 5 millions de chômeurs, aux salariés qui sont menacés de perdre leur emploi, aux plus âgés qui veulent partir en retraite et aux plus jeunes qui veulent un vrai travail avec un vrai salaire.

Nous avons raison de ne pas nous laisser faire car si nous avons fait le choix de faire partir l'ancien Président, nous avons aussi fait le choix de prioriser l'humain face à la rentabilité financière, nous avons fait le choix de l'émancipation, pas celui de l'accompagnement.

L'industrie européenne est en crise. Quelques capitalistes se partagent le gâteau et mettent en concurrence l'ensemble les salariés des cinq continents en entraînant derrière eux plus de misère, de précarité.

L'ensemble des pays européens vit sous le signe de l'austérité et des dettes qui deviennent insurmontables pour la plus grande majorité des pays d'Europe. Les 50 milliards d'euros d'intérêts versés aux banques constituent la plus grosse dette de l'Etat.

Nous avons raison de nous mobiliser pour la non-ratification du traité européen qui va généraliser l'austérité et priver les pays de leur autonomie en matière de politique sociale.

La situation dans laquelle on voudrait nous enfermer, ne peut conduire qu'à opposer les salariés entre eux en favorisant toutes les formes de racisme ou d'intégrisme, nocifs au développement des sociétés.

Le patronat ne rêve que de pouvoir employer des salariés sans risques, de pouvoir les exploiter et se séparer d'eux, sans se soucier de leur devenir.

Nous avons raison de nous battre pour l'emploi et le maintien du tissu industriel, pour construire et solidifier des solidarités entre les salariés de France, d'Europe, quel que soit leur secteur d'activité, qu'ils soient du public ou du privé, en activité ou en retraite, jeunes ou moins jeunes, femmes ou hommes, précaires ou en emploi stable.

A la Cgt, nous pouvons très bien être à la table des négociations pour porter nos propositions et être dans l'action pour exiger leur prise en compte.

Dans les entreprises les mobilisations sont le plus souvent unitaires et permettent de mobiliser très largement à l'image de ce qui s'est fait à Saint Nazaire en mai dernier, ou encore chez PSA à Rennes le 15 septembre, chez Doux durant l'été ou à Technicolor, mais aussi régulièrement dans les entreprises, pour s'opposer aux projets de restructurations.

L'emploi industriel est sur le devant de la scène parce qu'il est le poumon des activités économiques et draine derrière lui une multitude d'activités. Un emploi industriel en induit quatre autres. C'est vrai, quand ça marche, mais c'est aussi malheureusement vrai, quand il y a de la casse industrielle.

Suite p. 3



L'agroalimentaire, l'automobile, la navale civile ou militaire, l'électronique sont dans la tourmente et entraînent derrière elles plus de 16 000 emplois menacés sur la Bretagne et d'autres milliers sur les Pays de la Loire.

La compétitivité, la baisse des charges et la recherche de flexibilité seraient, pour le MEDEF et les employeurs, les armes absolues pour combattre le chômage et relancer la croissance. Une fois de plus le Medef n'est pas inventif, mais par contre il est revendicatif.

Aujourd'hui, on nous dit que les entreprises qui licencient ont, par le passé, été de bons élèves parce qu'elles ont créé des emplois, développé des bassins d'emploi comme sur Châteaulin, Rennes, Saint Nazaire, Angers ou ailleurs.

Pour cette raison et du fait que la société se transforme, elles ne seraient pas responsables des restructurations. Il faudrait donc les remercier d'avoir donné du travail à des milliers de salariés... mais qu'elles ne peuvent plus rien aujourd'hui. Comme si elles ne portaient pas une part de responsabilité dans les évolutions de la société. Des pans entiers de l'industrie sont transférés dans des pays dit à plus bas coût ou d'autres salariés sont exploités.

Les restructurations ou fermetures de grands sites industriels impactent les PME et PMI. Des milliers d'emplois induits, ceux dont on parle le moins, justement parce qu'ils sont noyés dans la masse représentent la plus grande part des salariés licenciés.

La rupture conventionnelle, le licenciement pour faute ou économique, la démission sont le lot quotidien de milliers de salariés qui paient cash la facture des décisions venues d'ailleurs. Les groupes doivent être responsabilisés au-delà des portes de leurs entreprises pour donner une couverture aux salariés qui sont privés de leur emploi.

On a connaissance de seulement 10% des suppressions d'emplois, c'est dire l'ampleur du drame social que nous font subir les tenants de la finance, ceux qui priorisent la réponse aux actionnaires à celle des besoins des populations.

Le Medef est le premier responsable de la crise, il doit en tirer les conséquences pour changer de stratégie et prendre en compte les aspirations du monde du travail, et cela dès le lieu de travail.

Les services publics, facteurs de cohésion sociale, souffrent de réduction de budget, moins de moyens, moins d'emplois. La RGPP est passée par là.

La Cgt a des propositions pour se sortir de la crise. Pour cela, il faut que les salariés, leurs organisations puissent prendre une part active dans la construction de projets économiques et industriels.

Par exemple, la Cgt revendique la construction d'une nouvelle voiture sur Rennes dès 2016 ce qui permettrait de maintenir l'emploi local et ainsi pérenniser le site de LA JANAIS.

La Cgt revendique une filière de déconstruction des navires en fin de vie pour créer une nouvelle activité complémentaire et renforcer la filière navale de la conception d'un navire, à sa construction, sa réparation et à sa déconstruction.

Cela est possible d'autant que le potentiel industriel est présent ainsi que les infrastructures.

Suite p. 3



La Cgt revendique la construction de navires sur les chantiers du littoral français pour renouveler la flotte, particulièrement des navires de transport de passagers, par exemple le remplacement du Saint Tudy.

Il faut prendre des mesures d'urgence sur l'avenir industriel mais aussi sur le contenu de l'emploi :

- renforcer les services publics, santé, éducation, finances publiques qui sont un maillon privilégié pour la relance économique par la création d'un pôle public financier,
- donner l'énergie nécessaire à la Bretagne pour développer l'ensemble des activités,
- développer l'industrie qui doit s'appuyer sur un aménagement du territoire favorisant l'implantation d'activités nouvelles en préservant les plus anciennes. La C.G.T. n'est pas opposée à la diversification, si elle s'appuie sur des réalités et non sur des choix capitalistes.

Aujourd'hui, le travail rend les salariés malades, c'est donc le travail qu'il faut soigner en lui redonnant la valeur qu'il doit avoir tant sur sa finalité que sur les conditions dans lesquelles il s'exerce.

C'est le rôle que la Cgt se donne dans les négociations issues de la conférence sociale, refaire du travail un moyen social pour répondre à nos besoins, pour que nous puissions tous travailler dans les meilleures conditions.

Nous revendiquons **une sécurité sociale professionnelle** qui permet à chacun dès son entrée dans la vie active de s'organiser et construire sa vie jusqu'à la retraite, **des garanties collectives** alors que les patrons veulent la casse du code du travail, des conventions collectives ou encore du SMIC. La France n'est pas un pays où le travail coûte cher. Un salarié sur deux perçoit moins de 1 500€ par mois.

La Cgt revendique des **droits nouveaux** pour permettre aux salariés, quelle que soit la taille de leur l'entreprise, d'avoir un droit de regard et d'intervention sur les choix de gestion et ne pas les laisser aux seules lois du marché de la finance. Cela passe par des moyens pour les institutions représentatives du personnel, et par des instances de représentation pour les salariés qui en sont dépourvus.

Du 28 novembre au 12 décembre, les salariés des TPE vont voter pour être représentés au sein d'instances régionales. Ce vote, s'il constitue un moyen pour établir une nouvelle représentativité syndicale, est aussi un moyen d'action pour s'opposer à la rigueur et exiger un changement ou l'humain devient la priorité. En votant massivement pour la C.G.T., ils donneront un signe fort en direction de leurs employeurs.

Cette étape d'aujourd'hui doit être un tremplin pour

- renforcer les mobilisations au sein des entreprises industrielles ou de services, dans les secteurs publics,
- aller au devant des salariés et les impliquer dans l'action pour qu'ils soient les acteurs de leur avenir, faire reculer les prétentions patronales,
- imposer nos revendications comme modèle social par l'action de masse et la négociation. ■



# PSA - LA JANAIS

## Intervention de Michel BOURDON



A travers ce rassemblement, la **C.G.T.** démontre, avec les salariés, que ce soit chez PSA, chez Doux ou ailleurs, qu'il est toujours nécessaire de combattre les politiques patronales consistant à virer des salariés comme des malpropres, dans le seul but de faire des profits et d'engraisser les actionnaires.

Aujourd'hui, dans cette manifestation, nous sommes des militants, des salariés qui refusons de sacrifier les emplois, la casse les industries. La Direction de PSA a annoncé 1 400 suppressions de postes à Rennes. Dès l'annonce de ce plan, la **CGT** a appelé les salariés à se mobiliser.

- Le 13 juillet 2012, plus de 1 000 salariés se sont rassemblés entre 12 H et 13 H.
- Le 26 juillet, environ 2 500 personnes, toutes catégories confondues, se sont rassemblées. Ces actions ont été faites dans l'unité syndicale même si la **CGT** ne fait pas partie de l'intersyndicale.
- Le 15 septembre 2012, plus de 4 000 personnes descendaient dans les rues de Rennes : de nombreux salariés venus en famille, des équipementiers et sous-traitants. Il y avait aussi des copains de P.SA Aulnay et plus largement la population du département 35.

**Ce combat n'est pas fini.** Nous avons, dans un premier temps, fait signer une pétition contre les 1 400 suppressions d'emplois et pour exiger un véhicule capable d'assurer une activité normale à PSA Rennes La Janais pour 5 600 salariés. Nous avons déjà remis 10 740 pétitions à la Préfecture d'Ille et Vilaine ainsi qu'au patronat. Cette pétition nous allons la poursuivre. Le 5 octobre, avec les copains de la SBFM, nous avons fait signer 270 salariés.

Aujourd'hui, nous aurions dû manifester au salon de l'auto, mais notre syndicat a préféré rester avec vous ce jour, car c'est ensemble qu'on pourra gagner la bataille sur l'emploi, sur le développement industriel. ■



# LA POSTE

## Intervention de Nadine LE CORRE Guichetière à La Poste du Rheu (35)

Le Terrain du Rheu regroupant les bureaux de Poste de Le Rheu, Mordelles, L'Hermitage, Chavagne et Vezin-Le-Coquet est un Terrain « Test » pour un nouveau projet et à La Poste, qui dit « Nouveau Projet » dit « suppression d'emplois ». Effectivement, après l'annonce de moins 1,5 position de travail et une mise en place du projet dès le 07 Janvier 2013, les conséquences sont les suivantes :

- davantage de samedis travaillés (6 ou 7 sur 8, contre 2 sur 3 actuellement).
- Non remplacement des congés maladie.
- Difficultés à prendre ses congés annuels.

Donc une réelle dégradation des conditions de travail. Alors quand on dit que « Tout se passe bien à La Poste du Rheu ! » NON !

La preuve concrète. Lors de l'appel à la grève pour aujourd'hui, les bureaux de L'Hermitage et Chavagne ont fermé (agents en grève). Les bureaux du Rheu (100% de grévistes) et de Mordelles sont ouverts (sans opérations financières) et tenus par le Directeur d'Etablissement et son adjoint...

Parce que l'emploi industriel est notre affaire à tous, les postiers étaient aussi dans l'action ce 9 Octobre 2012. ■





# STX

## Construction navale

Intervention de Joël CADORET

Comme beaucoup d'industries sur notre territoire, la construction navale civile française n'est pas épargnée par les démantèlements orchestrés par le patronat et ses actionnaires. Ainsi les chantiers STX de Lorient et de Saint-Nazaire se trouvent dans une situation inédite avec un carnet de commande quasiment nul et aucune perspective de commandes d'ici la fin de l'année.

Les conséquences pour l'emploi sont dramatiques : salariés de la sous-traitance, intérimaires, salariés en CDI payent lourdement la politique libérale orchestrée par le patronat, très souvent accompagné par les politiques, qu'ils soient bleus hier ou roses aujourd'hui.

En 10 ans, c'est 10 000 emplois qui ont été supprimés dans la navale. Imaginez les conséquences pour les emplois indirects ou induits dans l'économie locale et au-delà !

Pour la CGT Navale, cette situation n'est pas acceptable. Nous refusons le sabotage de notre industrie, des femmes et des hommes qui y travaillent.

Le chômage total ou partiel, ça suffit ! **L'heure doit être à la reconquête industrielle et au progrès social.**

Avec ses 5 000 km de côtes, la France est le pays le plus maritime d'Europe et 90% du commerce mondial se fait par voie maritime. Avec cet atout, il y a là matière à une véritable politique industrielle dans la filière « Navale ».

La diversification est possible, les besoins en navires existent à l'image des car-ferries pour la SNCM, des méthaniers pour GDF, des navires spéciaux, poseurs d'éoliennes par exemple, ou bien encore dans le domaine des transports fluviaux ou la construction de plusieurs navires est envisagée.

Tous ces exemples méritent des actes politiques forts, l'Etat actionnaire doit prendre ses responsabilités et non pas tendre vers une politique du moindre mal en accompagnant les mauvaises stratégies patronales.

Pour notre syndicat, les choses sont claires, la vocation première de nos chantiers est avant tout de construire des navires, et non pas comme le souhaiterait notre direction de se diversifier hors construction navale.

La CGT a des propositions, porteuses d'une autre ambition :

- **Création d'un pôle financier public** avec la mise en place d'un mécanisme de crédits à taux réduits pour favoriser l'investissement productif et la réalisation des navires.
- **Coopération avec les armateurs français : SNCM, GDF.**
- **Conditionnement de toute aide publique** au respect de critères portant sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail. Contrôle de l'usage de ces aides par les représentants des salariés.
- **Établissement d'un plan de formation et d'embauches** pour le renouvellement des savoir-faire et le développement des compétences.

Suite p. 7



- **Intégration des salariés des entreprises sous-traitantes**, notamment par l'embauche des intérimaires.
- **Respect du droit et des garanties collectives** pour les salariés venant d'autres pays (**Un SITE, Un STATUT**).
- **Réouverture au niveau européen des accords** avec les pays comme la Corée et la Chine qui subventionnent leur industrie et la construction de navires. Mise en place d'un mécanisme « anti-dumping ».

Ces exigences locales, nationales et européennes, notre syndicat les porte aujourd'hui dans cette journée d'action, de convergences pour défendre nos industries, pour défendre nos emplois.

L'urgence est au changement de cap dans les stratégies patronales et les politiques du gouvernement dans l'intérêt des salariés. Ce n'est certainement pas de nouveaux sacrifices pour les travailleurs comme voudrait le faire le patronat avec son nouveau jouet : « la compétitivité ». La CGT n'acceptera pas ce fantasme patronal qui consiste à exploiter encore plus la force de travail du salarié.

Les patrons disent que le travail coûte cher et que ce n'est pas bon pour la compétitivité. Pour eux, il faut encore et toujours réduire la part destinée aux travailleurs dans les richesses créées. On connaît très bien cette chanson !

Pour la CGT, ce qui coûte, c'est le capital et non le travail, les salaires ou les cotisations sociales.

Pendant cette crise alors que le chômage augmente, que le pouvoir d'achat diminue, la rentabilité financière des entreprises ne baisse pas ! **Les salariés créent la richesse, et les actionnaires coûtent cher !**

Ce chantage sur le coût du travail est inacceptable, nous ne sommes pas responsables des mauvaises stratégies qui nous conduisent à l'échec depuis plusieurs années.

Ensemble, défendons nos emplois, nos industries.

La CGT Navale de Lorient et Saint-Nazaire apporte tout son soutien aux camarades de PSA, de DOUX, de Florange, de toute les filières industrielles de notre pays. ■



**Présents à la manifestation, les salariés de chez DOUX étaient, en même temps, devant le Tribunal de Quimper, où Charles Doux présentait son plan de continuité**



**TECHNICOLOR  
et EDUC'ACTION  
SONT EGALEMENT  
INTERVENUS.**

## 9 octobre - Quelques chiffres...

### U.D. 22

2 CARS

### U.D. 29

4 cars

250 Camarades

37 syndicats

Appel à la grève à la FAPT et à la C.P.A.M.

### U.D. 35

2 000 manifestants

### U.D. 56

6 cars

300 Camarades

Appel à la grève à la SBFM (70 Camarades ont fait le déplacement dont 7 retraités) et à l'Arsenal (61 manifestants à Rennes).

U.D. 44 : 10 cars

U.D. 49 : 7 cars

U.D. 85 : 1 car



**Après le 9 octobre, les Comité Régionaux de Bretagne et des Pays de la Loire Ont écrit aux U.D. et secteurs professionnels**



Rennes le 11 octobre 2012

- Aux Unions Départementales de Bretagne et Pays de la Loire
- Aux secteurs professionnels régionaux

Chers Camarades,

La manifestation de Rennes pour l'industrie et l'emploi a mobilisé 5 500 manifestants, venus de l'ensemble de nos départements et professions. Cette manifestation prend sa place dans la journée d'action européenne où, en France, seule la Cgt fa mise en œuvre.

Nos régions, particulièrement touchées par des restructurations importantes dans le secteur de l'industrie subissent de plein fouet les stratégies du capital qui vont amplifier le nombre de salariés privés de leur emploi.

Cette manifestation a permis, dans un même moment, de solidairement les secteurs en lutte avec l'ensemble des activités qu'eux soient industrielles ou pas.

Nous avons fait la démonstration de notre capacité de mobilisation dans un contexte économique et social particulier, dans une situation unitaire rendue délicate au niveau interprofessionnel.

La Cgt prend ses responsabilités dans une démarche rassembleuse, pour peser sur le contenu des négociations nationales et exiger des mesures d'urgence face à l'ampleur des catastrophes sociales en cours ou à venir.

Nos comités régionaux tiennent à saluer les efforts faits par les organisations territoriales et professionnelles pour permettre la réussite de cette journée d'action qui trouve sa place dans l'ensemble des initiatives qui ont mobilisé 90 000 personnes en activité ou en retraite.

La responsabilité de la Cgt dans les jours et semaines à venir va être importante pour développer la mobilisation. Nous ne devons compter que sur nous même pour arracher des avancées sociales à tous les niveaux. Ces conquêtes s'obtiendront dans une démarche de rassemblement des salariés et de syndicalisation.

Recevez nos salutations syndicales

Le Secrétaire du Comité Régional  
C.G.T. Bretagne

Thierry GOURLAY

Le Secrétaire du Comité Régional  
C.G.T. Pays de la Loire

Francine DESNOS